



Des revenus équitables pour tou.te.s les agriculteur.rices : Stop aux accords de libre-échange !

La Coordination Européenne Via Campesina appelle à une mobilisation européenne le 1er février 2024. Rejoignez-nous et nos organisations membres à Bruxelles, Place du Luxembourg, à 11h. Nous serons mobilisé.e.s pour faire entendre notre mécontentement et appeler à un changement de paradigme, en parallèle de la réunion du Conseil de l'UE qui se tient à Bruxelles cette semaine.

Les politiques néolibérales de l'Europe sont les principales responsables de la détresse des agriculteur.rice.s : accords de libre-échange (ALE), déréglementation des marchés, subventions de la PAC distribuées de manière totalement inéquitable, surcharge administrative, fausses solutions telles que le soutien insensé à la numérisation, aux OGM et aux marchés du carbone, et enfin une absence de vision globale pour une transition vers des modèles agricoles plus durables, pour n'en citer que quelques-unes.

Nous demandons depuis longtemps un changement de cap. Aujourd'hui, les agriculteur.rice.s en ont assez et expriment massivement leur colère dans plusieurs pays européens. Nous descendons donc dans les rues de Bruxelles pour exiger :

- **Un arrêt immédiat des négociations sur les accords de libre-échange et la suspension sur les accords de libre-échange liés à l'agriculture !**
Les négociations avec le MERCOSUR doivent cesser. L'accord UE-Nouvelle-Zélande ne doit pas être ratifié. Les négociations avec le Chili, le Kenya, le Mexique, l'Inde et l'Australie doivent cesser. Le CETA, qui a été mis en œuvre sans jamais avoir été ratifié par tous les États membres, doit être abrogé.
- **Des prix justes pour les productions agricoles !**
Les prix agricoles doivent être garantis à un niveau supérieur aux coûts de production, qui ont fortement augmenté ces dernières années. Notre temps de travail doit également être pris en compte dans la détermination d'un prix équitable. L'UE doit rétablir des prix d'intervention et des prix minimums pour tous les produits. La directive sur les pratiques commerciales déloyales (PCD) doit être renforcée, en suivant l'exemple positif de la loi espagnole sur la chaîne alimentaire. Nous demandons des outils de régulation du marché pour stabiliser les prix et empêcher la spéculation et les marges excessives de certains acteurs de l'agro-industrie et de la distribution.
- **Nous avons besoin d'un budget suffisant et d'une répartition équitable des aides de la PAC pour faciliter une transition juste vers l'agroécologie et les pratiques durables !**
Le budget actuel de la PAC est insuffisant, et les aides ne sont pas suffisamment réparties ni pour soutenir les petit.e.s et moyen.ne.s agriculteur.rice.s qui pratiquent une agriculture socialement et écologiquement durable, ni pour faciliter la transition agroécologique. 20 % des plus grand.e.s agriculteur.rice.s européen.ne.s, qui souvent ne travaillent même pas sur leur exploitation, reçoivent 80 % des aides publiques,

alors que la plupart des agriculteur.rice.s des petites et moyennes fermes ne reçoivent rien ou presque. Nous voulons des subventions par travailleur.euse actif.ve, pas par hectare.

- **Une réduction de la charge administrative !**

Nous sommes paysan.ne.s, pas bureaucrates. Nous avons besoin que les démarches administratives soient simples et qu'il y ait des personnes physiques pour répondre à nos questions et nous aider dans les démarches, pas des algorithmes.

ECVC a demandé à rencontrer la Présidente de la Commission européenne Ursula Von Der Leyen et le Président du Conseil de l'UE Charles Michel jeudi pour obtenir des réponses à chacune de ces demandes.

Une conférence de presse sera organisée à l'issue de la mobilisation place de Luxembourg avec des leaders paysan.ne.s de différents pays européens.